

# Renforcer le Rôle des Ministères des Finances dans le Pilotage des Actions en faveur du Climat



## Messages clés à l'attention des ministres des Finances et des décideurs politiques

- **Les ministères des Finances disposent de leviers puissants** qu'ils peuvent utiliser pour accélérer les mesures en faveur du climat nécessaires pour atteindre les objectifs définis par l'Accord de Paris et favoriser un développement et une croissance durables, inclusifs et résilients. Cependant, le plein potentiel de ces leviers n'est aujourd'hui pas encore utilisé.
- **Une action audacieuse en faveur du climat peut aider les ministères des Finances à atteindre leurs priorités fondamentales** en matière de stabilité macroéconomique, de croissance et de gestion responsable des finances publiques, générant des avantages majeurs parmi lesquels : lutter contre l'aggravation des risques ayant des conséquences macro-critiques, notamment les chocs économiques et budgétaires et la hausse du coût du capital ; renforcer la résilience économique et financière renforcée ; créer d'importantes opportunités de croissance et de développement, y compris des emplois et des investissements ; et livrer une énergie et des aliments propres, sûrs et abordables.
- **Les ministères des Finances ont l'occasion d'agir pour intégrer leurs actions en faveur du climat** à leurs principales fonctions en matière de stratégie économique, de politique budgétaire et financière. Cela impliquera des changements à grande échelle visant à renforcer la gouvernance et le leadership, la coordination et les capacités humaines et analytiques.
- **Le rôle des ministres des Finances consiste en grande partie à favoriser et soutenir les actions en faveur du climat** mises en œuvre par d'autres ministères et intervenants au sein du gouvernement. Pour aider les ministres des Finances à exploiter pleinement les outils qui sont à leur disposition, il pourrait être nécessaire de renforcer et consacrer leur rôle dans la conduite de l'action en faveur du climat en l'intégrant à leur mission et aux mécanismes de gouvernance en matière de climat.
- **Les ministères des Finances ont l'expérience nécessaire pour être les leaders forts dont nous avons besoin actuellement**, bon nombre d'entre eux s'étant imposés comme des dirigeants visionnaires et ayant réalisé des progrès. Une action urgente et globale est nécessaire pour faire progresser cette action, la présente note établissant un cadre qui orientera ce processus.
- **La promotion des actions prioritaires sera essentielle à la mise en œuvre des principes d'Helsinki.** La Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique a été créée pour aider ses membres dans cette mission.

**La présente note vient résumer le rapport phare et le guide qui paraîtront prochainement, plaidant en faveur d'une action climatique ambitieuse de la part des ministères des Finances, définissant un cadre pour intégrer le climat à leurs fonctions et capacités essentielles et mettant en évidence les actions prioritaires.** Le guide a été rédigé par près de 30 ministères des Finances, plus de 30 experts et partenaires de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, en tenant compte de 40 contributions obtenues dans le cadre de la consultation des secteurs privés et non gouvernementaux. Le guide n'est pas normatif : il propose un menu d'options pour aider les pays à renforcer leurs fonctions et capacités d'actions principales en fonction de leur situation nationale. Il sera périodiquement mis à jour afin de garantir sa pertinence.

Le guide complet et un rapport de synthèse seront disponibles à partir de juin 2023 à l'adresse [www.financeministersforclimate.org/](http://www.financeministersforclimate.org/)

## 1. Pourquoi le rôle des ministères des Finances est essentiel pour l'action climatique et la transformation économique

**Les gouvernements du monde entier sont confrontés à une série de crises sans précédent** : une crise économique avec une croissance lente, une dette croissante et des difficultés à se remettre de la COVID-19 ; une crise du coût de la vie et de l'énergie ; et une crise climatique avec des risques climatiques et environnementaux qui s'aggravent constamment, des inondations et des incendies de forêt aux canicules, en passant par la sécheresses et la détérioration de la biodiversité et la dégradation de la nature, dont la fréquence, l'intensité et le coût augmentent. Ces crises sont interdépendantes et doivent être traitées parallèlement.

**Les secteurs public et privé ont maintenant besoin d'un leadership perspicace pour relever ces défis et bâtir une économie zéro carbone et résiliente au changement climatique.** Cela implique de décarboner l'ensemble des secteurs économiques d'ici 2050 de manière juste et durable, de renforcer la capacité d'adaptation et protéger le capital naturel pour bâtir un avenir basé sur une énergie propre, sûre et abordable, des villes et des communautés dans lesquelles les gens peuvent se déplacer et respirer sans difficulté, une agriculture résiliente et productive, et des industries et des emplois verts dynamiques. La mise en place de cette économie du futur est sans aucun doute à la portée des dirigeants d'aujourd'hui.

**Les ministères des Finances doivent être au cœur de cette transformation économique : sans eux, l'action climatique ne sera pas possible.** Forts de leur position centrale au sein des gouvernements, ils coordonnent la stratégie économique et la politique budgétaire, régulent le système financier et contrôlent collectivement, directement ou indirectement, des dépenses publiques dont le montant dépasse les 30 000 milliards USD, soit plus d'un tiers du PIB mondial.<sup>1</sup> Ils sont les actionnaires d'entreprises publiques, de banques de développement et du système multilatéral. Leur rôle sera essentiel pour débloquer l'investissement mondial nécessaire lutter contre le changement climatique, qui doit être augmenté et maintenu au-dessus des niveaux antérieurs à la COVID d'au moins 2 % du PIB par an dans le monde, et plus proche de 4 à 5 % dans les marchés émergents et les pays en développement autre que la Chine.<sup>2</sup>

**Le rôle des ministres des Finances consiste principalement à soutenir et à accélérer l'action des autres ministères et des acteurs privés.** Alors que les ministères des Finances doivent être proactifs dans leur ressort tels que la réforme du système fiscal afin d'accélérer la transition via la tarification du carbone, les politiques de subventions et les incitations fiscales, ils doivent également soutenir activement les ministères de l'Environnement, de l'Économie et de l'Énergie, de l'Agriculture, des Transports, de la Planification, de la Santé et d'autres ressorts pour stimuler l'action et renforcer les investissements durables. Ils devront également co-piloter ou partager des responsabilités dans des domaines tels que l'élaboration de stratégies nationales en matière de développement climatique et industriel, la conception de programmes de soutien dédiés à de nouveaux secteurs, le passage à des secteurs de la finance et des affaires plus soucieux de l'environnement, la définition des mandats des banques de développement, des fonds souverains et des entreprises publiques, tout en veillant à ce que l'architecture financière mondiale soit adaptée à l'objectif poursuivi.

**L'action climatique est essentielle pour permettre aux ministres des Finances d'atteindre leurs principales priorités, à savoir la stabilité macroéconomique, la croissance et la gestion responsable des finances publiques, et générera au moins quatre avantages majeurs.** Premièrement, une action climatique bien conçue contribuera à éviter l'aggravation des risques ayant des conséquences macro-critiques, y compris les chocs économiques et budgétaires en cascade et la hausse du coût du capital due à l'incidence croissante des aléas climatiques. Deuxièmement, elle peut créer d'importantes opportunités de croissance et de développement, en permettant des économies de coûts, créant de nouveaux emplois et attirant de nouveaux capitaux et talents. Troisièmement, investir dans la résilience générera des avantages économiques, sociaux et environnementaux, surtout pour les membres les plus vulnérables de la société. Quatrièmement, un passage rapide aux énergies renouvelables permettra aux ministres des Finances de distribuer une énergie propre, sûre et abordable pour tous et de lutter contre l'inflation. Forte de ces avantages et opportunités, ainsi que des coûts et risques ainsi éliminés, l'action climatique aidera les ministres des Finances à maîtriser l'histoire du développement et de la croissance du 21<sup>e</sup> siècle. Et les avantages se multiplieront rapidement et se renforceront mutuellement, à mesure que les solutions à faible émission de carbone deviendront de plus en plus compétitives dans des secteurs représentant près des trois quarts des émissions d'ici 2030.<sup>3</sup>

**Les ministères des Finances ont l'expérience nécessaire pour être les leaders nationaux et mondiaux dont nous avons besoin actuellement.** Le rôle qu'ils ont joué dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, la crise financière mondiale de 2009 et la transformation industrielle est la preuve qu'ils peuvent être des leaders flexibles et innovants, relever les défis actuels et protéger et soutenir les individus et les entreprises. Ceux qui sont en mesure de déployer ces qualités dans des rôles de gestionnaires de crise et de leaders économiques face à la crise climatique seront à l'avant-garde de la transition vers un avenir plus prospère et résilient.

**Les ministères des Finances font preuve d'un engagement et d'un leadership plus forts au cœur de la transition vers une économie zéro carbone et résiliente au changement climatique.** Citons quelques exemples : Le ministère rwandais des Finances et de l'Économie a piloté la contribution déterminée au niveau national (CDN) du pays et a mobilisé un financement climatique à hauteur de près de 1,5 milliard USD. Le ministère jamaïcain des Finances a élaboré une stratégie en matière de financement des risques de catastrophe, la meilleure de sa catégorie. Le ministère des Finances de l'Uruguay a soutenu la transition du pays vers une production d'électricité quasiment 100 % renouvelable au moyen d'incitations fiscales. Le système de tarification du carbone du ministère irlandais des Finances utilise les revenus pour soutenir une transition juste. Tandis que le Danemark a revu la mission et la vision de son ministère des Finances afin de stimuler l'action climatique de l'ensemble de l'économie. De nombreux autres exemples inspirants sont cités dans le rapport complet et résumés dans l'annexe en ligne.

**Cependant, il existe toujours un écart substantiel entre l'ambition affichée par les stratégies climatiques au niveau national et les politiques et ressources mises à disposition pour poursuivre cette ambition.** Si les ministères des Finances détiennent des leviers importants pour accélérer l'action climatique, nombre d'entre eux ne sont pas utilisés à leur plein potentiel. Seul un quart des membres de la Coalition des ministres des Finances contribuent activement à toutes les étapes du processus d'élaboration et de mise en œuvre de la CDN.<sup>4</sup> Seuls 14 des 35 pays de l'OCDE élaborent des budgets soucieux de la protection de l'environnement.<sup>5</sup> Rares sont les ministères des Finances qui ont des stratégies climatiques dédiées. Et seulement environ 650 milliards USD, sur les plus de 4 000 milliards USD d'investissements annuels nécessaires pour atteindre le zéro net d'ici 2050, ont été déployés en 2019.<sup>6</sup> Pendant ce temps, les gouvernements du G20 continuent de financer expressément les combustibles fossiles à hauteur d'environ 600 milliards USD par an en moyenne alors que les initiatives de tarification du carbone couvrent moins d'un quart des émissions mondiales.<sup>7</sup>

**Une série d'obstacles entravent l'engagement des ministères des Finances dans le cadre de l'agenda climatique.** Il est possible que certains ministères des Finances ne considèrent pas l'action climatique comme une opportunité unique de croissance et d'investissement à long terme et une stratégie d'atténuation des risques. Il s'agirait pour eux d'un coût à gérer à court terme. De même, ils ne sont peut-être pas conscients que la crise énergétique actuelle constitue une occasion de passer rapidement à une énergie à faible émission de carbone ; ou d'explorer les possibilités de diversification de l'assiette fiscale ; ou de mettre en balance leur aversion au risque et les nouveaux engagements de dépenses ; ou de remettre en question l'opinion selon laquelle le manque de marge de manœuvre sur le plan budgétaire constitue un obstacle insurmontable à l'action.<sup>8</sup> Ces perceptions sont exacerbées par les contraintes en termes de capacité et l'idée que le climat est un problème environnemental plutôt qu'un problème économique fondamental.

**Si les ministères des Finances ne peuvent résoudre seuls tous ces défis, plus de 80 membres de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique ont déjà reconnu que les risques générés par le changement climatique pour les économies sont réels et que leurs ministères détiennent d'importants leviers pour accélérer l'action en faveur du climat.** En se rassemblant et en signant les Principes d'Helsinki, ils contribuent à la sensibilisation et à l'implication croissantes des ministères des Finances dans l'action climatique.

## 2. Un cadre du ministère des Finances en faveur de l'action climatique

**Pour donner une nouvelle dimension à leur action, les ministères des Finances doivent rechercher des opportunités d'intégrer l'action climatique à leurs fonctions essentielles et de renforcer leurs capacités d'action.** De cette façon, ils peuvent contribuer à ce que la notion d'action climatique soit associée à une politique économique saine.

Les ministères des Finances peuvent intégrer le climat à leurs **trois fonctions fondamentales** :

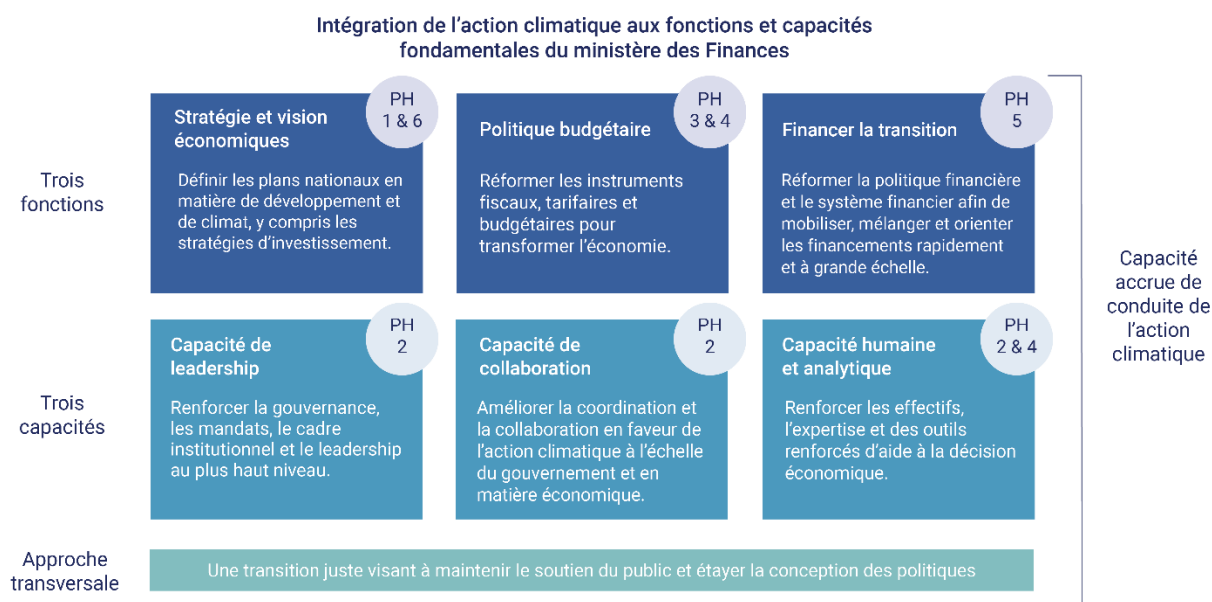
1. **Stratégie et vision économiques** : utiliser leurs compétences en matière de surveillance ou de mise en œuvre des stratégies nationales de développement, des plans sectoriels et de la planification des investissements en capital pour participer à l'élaboration de stratégies climatiques nationales, à la mise en place des plans nationaux de développement et sectoriels plus soucieux de l'environnement, à l'élaboration de stratégies industrielles et d'innovation et à l'évaluation des besoins d'investissement pour parvenir à la transition – en partenariat avec les ministères compétents.
2. **Politiques fiscales et gestion budgétaire** : utiliser leur compétence fondamentale en matière de politique budgétaire, de fiscalité, de planification et d'exécution du budget pour mettre en place une taxation du carbone et de nouvelles formes de fiscalité environnementale, réformer les financements accordés aux combustibles fossiles, introduire de nouvelles incitations fiscales dédiées aux secteurs verts, réformer les cadres de dépenses pluriannuels et les budgets annuels, et mettre en place des investissements publics et des stratégies d'achat en faveur de l'environnement. La mise en place d'un système de taxe zéro carbone et la gestion des passifs éventuels seront essentielles. Le rôle central du ministère des Finances dans le processus d'élaboration du budget constitue un levier particulièrement important pour stimuler l'action et l'investissement en faveur du climat.
3. **Politique et réglementation financières et surveillance du système financier** : en utilisant leur compétence essentielle en matière de réglementation des banques et entreprises publiques, des fonds souverains, des institutions financières et des marchés de la dette, des interfaces avec les banques centrales, et des participations et relations avec les institutions financières internationales (IFI) et les banques multilatérales de développement (BMD) pour stimuler un système financier plus soucieux de l'environnement, améliorer la résilience et la stabilité financières et mobiliser les financements dans des investissements durables. Cela pourra prendre la forme de cadres régissant les obligations vertes, catalysant les capitaux privés, de financement et d'assurance au service de l'adaptation et de la gestion des risques de catastrophe, et d'un financement climatique international, en partenariat avec les banques centrales et le secteur privé.

Pour renforcer ces fonctions essentielles, il est tout aussi important que les ministères des Finances renforcent leur capacité d'action. **Trois capacités sont essentielles** :

1. **Capacité de leadership** : renforcer l'éventail des champions de l'action climatique au niveau politique et officiel, renforcer la vision, la mission et le mandat du ministère en ce qui concerne la conduite de l'action climatique et mettre en place des responsabilités et des structures organisationnelles claires en matière de leadership climatique.
2. **Capacité de coordination** : stimuler une collaboration efficace parmi le gouvernement et avec le secteur privé, la société civile et les institutions financières internationales, ainsi que des plateformes et processus multilatéraux s'appuyant sur des stratégies efficaces de consultation et de communication.
3. **Capacité humaine et analytique** : mobiliser des ressources en personnel chargées de l'action climatique, améliorer l'expertise en matière de politique climatique et réorganiser les outils et les approches analytiques dans le cadre de la collecte de données et la prise de décision en matière économique.

**Le besoin crucial pour les ministères des Finances de faire avancer une transition juste** afin de maintenir le soutien du public et étayer la conception de politiques efficaces, constitue un problème transversal particulièrement important. Une transition juste garantit une répartition équitable et large des avantages de la transition ainsi que l'atténuation de ses coûts sociaux en soutenant de manière ciblée les individus, les entreprises, les organisations et les communautés qui peuvent être négativement touchées.

Les ministères des Finances devront tenir compte des interactions entre les instruments de politique climatique dans les trois domaines fonctionnels et développer des paquets de mesures poursuivant un objectif de renforcement. Prendre en compte les synergies entre les fonctions et les capacités fondamentales sera essentiel pour générer des avantages durables.



Remarque : Les Principes d'Helsinki (PH) sont décrits à l'adresse [www.financeministersforclimate.org](http://www.financeministersforclimate.org)

**Une description plus détaillée du Cadre est figure dans le rapport complet accompagnant le présent résumé**, qui est conçu pour guider et aider les ministères des Finances à mieux comprendre comment ils peuvent renforcer leurs fonctions et capacités fondamentales. Il décrit leur rôle critique dans chaque domaine, les obstacles et les stratégies permettant de les surmonter, des exemples concrets qui sont source d'inspiration et les opportunités d'action.

### 3. Priorités d'action pour les ministères des Finances

Nous avons identifié les 15 actions transformatrices suivantes pour autant que les ministères des Finances du monde entier y adhèrent, peuvent contribuer à la mise en œuvre des principes d'Helsinki et enverront un signal fort : celui selon lequel l'économie mondiale est sur le point d'emprunter une voie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique.

#### Renforcer les compétences et la capacité d'action

En réformant et en améliorant leurs propres capacités, les ministères des Finances peuvent aller plus vite et plus loin dans la conduite de l'action climatique, dans le cadre des fonctions essentielles identifiées ci-dessus. Ils peuvent le faire via :

- Des stratégies dédiées et des mandats renforcés du ministère des Finances en faveur de l'action climatique.** Des plans à l'échelle de l'organisation peuvent aider les ministères des Finances à définir des objectifs et des priorités concrets et mobiliser des ressources internes qui lui permettront de jouer un rôle plus actif dans la conduite de l'action climatique en interne et à l'échelle du gouvernement. Les mandats explicites concernant la conduite de l'action climatique pourraient être fondés sur la loi, le programme global du gouvernement ou des processus d'élaboration de stratégies organisationnelles.
- Le renforcement des capacités dédiées à l'action climatique.** Cela pourrait consister à définir des responsabilités claires au plus haut niveau en ce qui concerne la conduite de l'action climatique, à investir dans de nouveaux processus de collaboration et à nommer le personnel désigné comme points focaux en matière climatique. Lorsque les ressources le permettent, des unités dédiées au changement climatique pourraient être mises en place, en redéployant le personnel existant et recrutant de nouveaux experts.
- Un engagement actif dans le cadre d'efforts de coordination entre les agences et les parties prenantes.** Les ministères des Finances sont bien placés pour adopter une approche économique de la politique climatique, à l'échelle du gouvernement. Au minimum, ils devraient identifier les domaines nécessitant la collaboration et la participation du ministre et du ministère des Finances

dans le cadre des mécanismes de coordination interministériels existants et mettre à disposition des ressources dédiées en conséquence. Ils devraient également contribuer à développer des relations fortes et des plateformes pluripartites avec le secteur privé et la société civile.

4. **Un investissement dans les compétences et l'expertise.** L'ensemble du personnel doit être sensibiliser aux questions climatiques et les comprendre, tandis que le personnel spécialisé devra posséder des compétences couvrant l'économie du climat, la gestion des risques, la politique budgétaire verte et le financement vert, ainsi qu'une expertise sectorielle. Cela pourra prendre la forme d'une formation interne, d'un recrutement, de réseaux entre pairs, d'un engagement avec le milieu universitaire et d'autres fournisseurs de connaissances. L'expertise d'autres agences pourra également être mobilisée. Les ministères des Finances peuvent commencer par évaluer les lacunes en matière de compétences liées au climat et élaborer des plans de formation et de recrutement.
5. **La refonte des outils économiques, des données et des approches décisionnelles.** De nouveaux outils et données sont nécessaires pour mieux évaluer les coûts, les avantages et les impacts fiscaux des processus et des investissements en matière de développement économique sans carbone et résilients au changement climatique. Surmonter les lacunes de l'équilibre général traditionnel et de l'analyse coûts-avantages en ayant recours à diverses approches qui identifient les impacts climatiques non linéaires, les changements non marginaux de l'économie et s'appuient sur l'analyse de scénarios est particulièrement important. L'utilisation de la science des données de pointe et l'exploration de nouveaux indicateurs de prospérité économique seront envisagées.

### Politiques fondamentales

**Les ministères des Finances devraient se concentrer sur les domaines politiques dans lesquels leur impact immédiat sera le plus significatif compte tenu de leurs responsabilités principales.** Cela devrait consister en ce qui suit :

6. **Mettre en place des politiques budgétaires pour transformer les incitations macroéconomiques à l'action climatique.** Des systèmes ambitieux de tarification du carbone et des réformes des financements devraient être mis en place, complétés par d'autres incitations fiscales et des réformes de la réglementation visant à transformer les systèmes économiques essentiels nécessaires à la transition zéro carbone et résiliente au changement climatique. Les ministères des Finances devraient contribuer à la prise de paquets de mesures cohérents qui tirent parti des fortes interactions entre les instruments tarifaires et non tarifaires tout en évitant les contradictions.
7. **Mettre à profit le budget et la gestion des finances publiques pour conduire la transformation dans tous les secteurs de l'économie.** Inscire clairement dans le budget et le cadre de dépenses à moyen terme que le climat constitue une priorité nationale pourrait constituer le levier le plus critique pour conduire l'action climatique dans tous les ministères et réduire les risques et le coût du capital pour le secteur privé. Cette action devrait s'appuyer sur les processus existants de gestion des finances publiques afin que l'action climatique soit intégrée tout au long du cycle budgétaire et que les budgets détaillés des ministères prennent pleinement en compte les priorités climatiques du gouvernement et visent à aligner les pratiques de gestion des investissements publics et de passation des marchés avec les objectifs climatiques.
8. **Repenser le système fiscal au service du zéro net et de la résilience climatique.** Les ministères des Finances pourraient entreprendre un examen détaillé du système fiscal dans son ensemble comme base de la réforme. Cela pourrait consister à envisager de nouvelles formes de fiscalité environnementale, les taxes automobiles, la tarification des routes, la fiscalité des biens immobiliers et fonciers et la réforme de la fiscalité en général. Les ministères des Finances devraient également être en mesure de comprendre les impacts que les risques climatiques pourraient avoir sur l'économie et les finances publiques, notamment en identifiant et en anticipant les passifs éventuels connus et inconnus.
9. **Mobiliser, piloter et combiner les financements de l'investissement à une vitesse et à une échelle sans précédent.** Les ministères des Finances devraient envisager de mobiliser des recettes nationales pour soutenir l'investissement national dans la transition en élargissant l'assiette fiscale, l'utilisation responsable des obligations vertes en faveur de l'investissement et en renforçant le financement régional. Cette action devrait être soutenue par l'élaboration de feuilles de route

complètes en faveur d'un financement durable comprenant des mesures tendant à mettre en place un système financier plus soucieux de l'environnement afin d'aligner les flux financiers sur l'Accord de Paris et le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, l'utilisation de mécanismes de divulgation et de plans de transition, la fourniture de financement et d'assurance des risques de catastrophe pour tous, et l'utilisation de financements mixtes et de plateformes nationales contribuant au regroupement des pools d'investissement.

- 10. Tirer parti des financements climatiques internationaux.** Dans les pays concernés, les ministères des Finances devraient travailler avec les ministères des Affaires étrangères et les agences de développement afin de développer des stratégies de financement climatique dédiées visant à attirer le financement climatique international. Tous les ministères des Finances devraient appeler à un soutien accru à l'action climatique de la part des banques de développement régionales et multilatérales en créant des coalitions visant à augmenter le financement et réduire le coût du capital. Les actionnaires et les autres pays devraient encourager une augmentation du financement climatique international, en particulier le financement concessionnel et le financement des mesures d'adaptation.

### Travailler avec les autres

**Ces mesures devraient être complétées par la mise en place de partenariats robustes avec d'autres organismes gouvernementaux et parties prenantes dans un ensemble de domaines politiques plus larges.** Les priorités concernant le leadership et l'engagement proactifs du ministère des Finances sont les suivantes :

- 11. Intégrer l'action climatique aux stratégies nationales de croissance et de développement.** Il est essentiel que l'action climatique et le développement économique durable soient analysés ensemble. Les ministères des Finances devraient travailler avec les ministères compétents pour contribuer à intégrer l'action climatique aux plans de développement nationaux et aux stratégies sectorielles liées à l'énergie, aux transports, aux villes, à l'utilisation des terres, à l'industrie et à l'eau. Cela devrait notamment consister à envisager une plus grande utilisation des stratégies industrielles et d'innovation du XXI<sup>e</sup> siècle pour gérer et investir dans la transition vers le zéro net.
- 12. Un engagement actif dans les stratégies climatiques nationales.** Les ministères des Finances devraient être des leaders plus actifs dans l'élaboration et la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national, des stratégies à long terme et des plans nationaux d'adaptation et ils devraient aider les autres agences à élaborer des stratégies entièrement chiffrées comme point de départ pour attirer les investissements publics et privés.
- 13. Développer des stratégies d'investissement durables, inclusives et résilientes.** Les ministères des Finances peuvent travailler avec d'autres agences et parties prenantes du secteur privé pour évaluer les besoins d'investissement à l'échelle de l'économie et ceux spécifiques au secteur, identifier la marche à suivre pour surmonter les obstacles à l'investissement, déterminer les répartitions potentielles du financement et créer des mécanismes permettant de convertir les décisions de planification des investissements en programmes et pipelines concrets de projets, y compris au moyen du budget et de la planification des investissements publics en capital.
- 14. Conduire la transformation verte des entreprises publiques, des banques nationales de développement et des fonds souverains en coopération avec les banques centrales.** Les ministères des Finances peuvent tirer parti de leurs fonctions de supervision ou d'actionnaire pour faire des entreprises publiques, des banques nationales de développement et des fonds souverains des structures plus soucieuses de l'environnement. Ils devraient travailler en collaborations avec les gouverneurs des banques centrales pour repenser leurs mandats en matière de politique monétaire et de stabilité financière afin de stimuler l'action en faveur du climat et d'explorer les possibilités de coordination des politiques budgétaire et monétaire, tout en s'abstenant de porter atteinte à l'indépendance de la banque centrale.
- 15. Développer des plans et des politiques de transition juste.** Les ministères des Finances peuvent travailler avec d'autres agences pour élaborer des plans de transition juste au service de tous les secteurs clés de l'économie, en veillant à ce que les politiques climatiques tiennent compte des potentiels impacts sociaux positifs et négatifs et que tous les citoyens participent à la prise de décision et bénéficient de la transition. Ils devraient accorder une attention particulière à la création

d'emplois verts, à la requalification des travailleurs et à la régénération des zones, afin d'éliminer progressivement la production de combustibles fossiles.

#### 4. Comment faire des progrès tangibles

**Tous les ministères des finances devront définir des priorités et séquencer les mesures qu'ils prennent.**

Compte tenu de la diversité des structures et des principales différences entre les ministères des Finances en termes de pouvoirs, de capacités, de culture, de flexibilité et de structure des économies dans lesquelles ils opèrent, les processus et priorités de réforme sont en fin de compte spécifiques à chaque pays. Identifier précisément ces différences est fondamentale pour déterminer les stratégies appropriées en ce qui concerne les réformes organisationnelles. Pour aider les pays à surmonter les obstacles et à réaliser de nouveaux progrès, le rapport phare propose des exemples de questions que les ministères des Finances peuvent se poser pour déterminer les priorités. Certains ministères des Finances pourraient également se livrer à des examens des capacités à l'échelle de l'organisation pour atteindre le net zéro et la résilience climatique.

**Pour déterminer les priorités, les ministères des Finances seront confrontés à une série de compromis aux niveaux macroéconomique et politique.** Les ministres et les hauts fonctionnaires accordent généralement la même attention à la faisabilité politique, administrative et juridique. Les fonctionnaires peuvent aider les ministres et les décideurs à traiter les compromis auxquels ils sont confrontés en adhérant aux principes suivants : avoir un état d'esprit « gagnant-gagnant » ou synergique ; ne pas laisser l'incertitude prendre le dessus sur l'ambition ; tenir compte des risques du laisser-faire ; réviser les hypothèses obsolètes ; et se concentrer sur les résultats, pas sur les alternatives. Bien sûr, toutes les actions climatiques ne peuvent profiter à tous - de véritables compromis doivent être effectués, au-delà des secteurs, lorsque des usages concurrents importants existent et, dans le temps, lorsque les coûts initiaux des solutions à faible émission de carbone peuvent être plus élevés que les alternatives et les priorités des dépenses quotidiennes pourraient l'emporter sur les investissements avec des périodes d'amortissement plus longues. Mais ce qui est certain, c'est que la marge de manœuvre pour générer des résultats profitables à tous est souvent beaucoup plus large que ce qui est communément admis, et il existe des moyens efficaces de faire face aux compromis.

#### 5. Le soutien à la mise en œuvre de la Coalition des ministres des Finances

La Coalition des ministres des Finances s'engage à accompagner ses membres dans la mise en œuvre des actions du guide. Il s'agit notamment d'agir de la façon suivante :

1. Mettre en œuvre un programme d'engagement stratégique parmi ses membres et au-delà pour renforcer la *prise de conscience et la reconnaissance* par les ministres des Finances, d'autres ministères concernés et plus largement, sur le rôle important qu'ils ont à jouer dans la conduite de l'action climatique et les actions concrètes nécessaires pour intégrer le climat à leurs fonctions et capacités fondamentales, de manière efficace et efficiente.
2. Déployer des *programmes de formation et d'assistance technique* à l'attention des ministères des Finances, en commençant par les programmes offerts ou actuellement développés par les partenaires institutionnels de la Coalition, notamment la Banque mondiale, le FMI, l'Institut des ressources mondiales, le partenariat CDN, la famille des Nations Unies, les partenaires au développement et les universités.
3. Développer des *partenariats en matière de connaissance et de recherche* avec des intervenants pertinents afin de faire en sorte que les ministères des Finances ont accès à des analyses et recherches de haute qualité, en s'inspirant des réseaux et des pratiques existants.
4. Approfondir la *sensibilisation et le dialogue sur la mise en œuvre du guide* en organisant des ateliers régionaux ou des « roadshows » nationaux ciblant les dirigeants politiques, les ministres des Finances, les équipes et le personnel d'encadrement et les partenaires concernés.
5. Organiser des *débats mondiaux ou régionaux* avec les parties prenantes dans les zones de contestation afin de renforcer le consensus mondial autour du rôle important des ministères des Finances dans la conduite de l'action climatique.



6. Recevoir des *commentaires et impressions des ministères concernant leur expérience* et concernant la manière de progresser dans le renforcement du rôle des ministères des Finances et de leur engagement dans les processus climatiques mondiaux lors des réunions ministérielles de fin 2023/début 2024.
7. Renforcer *l'engagement des ministères des Finances dans les processus climatiques nationaux et mondiaux* en amont de la COP28 sur le climat et de la COP16 sur la biodiversité.

Il est essentiel que les ministères des Finances élaborent des stratégies visant à intégrer l'action climatique à leurs opérations essentielles, en admettant que des efforts à court et à long terme sont nécessaires. De tels plans seront établis dans le cadre d'une collaboration étroite avec d'autres ministères, agences et partenaires concernés. Les efforts concernant les actions prioritaires doivent désormais être intensifiés. Il n'y a pas de temps à perdre ; les impacts du changement climatique s'aggravent et une action anticipée générera des avantages significatifs.

---

La présente note est fondée sur le Principe 2 d'Helsinki, piloté par la Finlande et le Rwanda. Elle a été publiée en avril 2023. La note et le guide sur lequel elle est basée ont été préparés dans le cadre d'un effort collaboratif de la Coalition des ministres des finances pour l'action climatique, coordonné par une équipe du Grantham Research Institute on Climate Change and Environment de la London School of Economics and Political Science. Tous les membres de la Coalition ont eu l'occasion d'examiner ce travail.

---

## Notes et références

<sup>1</sup> Les dépenses publiques relevant généralement du ressort des ministères des Finances représentent environ 30 % du PIB mondial en moyenne, pour un total supérieur à 100 000 milliards USD (voir Zouhar Y, Jellema J, Lustig N, et al. (2021) *Public Expenditure and Inclusive Growth - A Survey*. Document de travail du FMI n° 2021/083. ; et base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI pour en savoir plus).

<sup>2</sup> Songwe V, Stern N et Bhattacharya A (2022) *Finance for climate action : Scaling up investment for climate and development*. London School of Economics and Political Science.

<sup>3</sup> Systemiq (2020) *The Paris Effect. How the climate agreement is reshaping the global economy*.

<sup>4</sup> Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique (2020) *Ministères des Finances et Contributions déterminées au niveau national. Stepping Up for Climate Action*.

<sup>5</sup> OCDE (2021) *Government at a Glance*.

<sup>6</sup> IPC (2022) *Global Landscape of Climate Finance: A Decade of Data*.

<sup>7</sup> Banque mondiale (2022) *État et tendances de la tarification du carbone 2022*.

<sup>8</sup> Songwe et al. (2022), supra note 2.

# Annexe

## Exemples de bonnes pratiques des ministères des Finances (ou leurs équivalents nationaux) dans le cadre des fonctions fondamentales

Domaines d'action	Exemples de pays
<b>Fonction 1 : Réformer la stratégie économique en établissant des plans nationaux et des stratégies de transition (Principes d'Helsinki 1 et 6)</b>	
<b>Stratégies à long terme (SLT)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Trésor britannique a lancé la « Net Zero Review »</li> <li>Le ministère des Finances du Burkina Faso (MoF) est impliqué à toutes les étapes du processus SLT</li> <li>Le ministère des Finances, de la Planification stratégique, de la Planification nationale et du Développement (ministère de l'Économie) des Fidji pilote le développement des SLT</li> <li>Dans leur SLT, la Macédoine du Nord et le Cambodge évaluent les implications pour l'économie nationale</li> </ul>
<b>Contributions déterminées au niveau national (CDN)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère rwandais des Finances et de la Planification économique (MINECOFIN) pilote la révision des CDN</li> <li>Le ministère soudanais des Finances et de la Planification économique (MOFEP) constitue un point central dans la mise en œuvre de la CDN</li> <li>Le Ministère norvégien des Finances est responsable des mesures économiques dans le cadre des CDN</li> <li>Les ministères des Finances du Chili, de la Norvège et de l'Uruguay contribuent au développement des CDN</li> </ul>
<b>Plans nationaux d'adaptation (PAN)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère de l'Économie des Fidji évalue le coût du PAN</li> <li>Le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Planification du Développement du Togo (MOEFDP) aligne le processus PNA sur la planification budgétaire au niveau national</li> </ul>
<b>Stratégies nationales de développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de développement national et stratégie de croissance verte du ministère ougandais des Finances, de la Planification et du Développement économique (MOFPED)</li> <li>L'Irlande révisé son Plan de développement national</li> <li>Le ministère des Finances du Mexique aligne la planification nationale sur le programme 2030 et les objectifs de développement durable (ODD)</li> <li>Le ministère français des Finances coordonne les stratégies sectorielles de décarbonisation</li> <li>Le Bangladesh et le Maroc élaborent des plans de décarbonisation sectoriels.</li> </ul>
<b>Stratégies industrielles et d'innovation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La stratégie d'industrialisation verte du Maroc</li> <li>L'Inde lance un programme photovoltaïque</li> <li>Loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis</li> <li>Le Japon et l'Éthiopie lancent des stratégies de croissance intégrant des éléments de politique industrielle</li> </ul>
<b>Stratégies d'investissement et évaluation des besoins</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Le MINECOFIN du Rwanda pilote l'action et l'investissement en faveur du climat</b></li> <li>Saint-Kitts-et-Nevis évalue les obstacles à l'investissement dans le cadre de la CDN</li> <li>Le Plan national Énergie et Climat de l'Espagne, codéveloppé par le ministère des Finances</li> <li>Le Cambodge et le Costa Rica évaluent les besoins d'investissement à long terme</li> <li>Le ministère finlandais des Finances est membre du groupe de travail interministériel sur le financement de la transition verte</li> </ul>

Domaines d'action	Exemples de pays
<b>Projet de pipelines et définition des priorités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan d'investissement de Kiribati concernant la CDN, incluant un projet de pipeline</li> <li>São Tomé et Príncipe élabore une feuille de route dans le cadre du projet</li> <li>L'Indonésie, la Colombie, le Royaume-Uni et le Mexique mettent en place des entités pour accélérer les investissements</li> </ul>
<b>Fonction 2 : Réformer les politiques budgétaires (Principes d'Helsinki 3 et 4)</b>	
<b>Incitations économiques et politique fiscale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ministères des Finances du Canada, de l'UE, du Chili, de l'Irlande et du Danemark introduisent la tarification du carbone</li> <li>Les ministères des Finances en Indonésie et en Inde réforment le financement des combustibles fossiles</li> <li>Le ministère suédois des Finances met en place des instruments politiques générateurs de revenus</li> <li>Rôle du ministère des Finances de l'Uruguay dans la conduite de la transformation du secteur de l'énergie en Uruguay</li> <li>Les ministères allemand, éthiopien, islandais et belge des Finances créent des incitations fiscales pour les véhicules électriques et la modernisation</li> </ul>
<b>Ensembles de politiques intelligentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère chilien des Finances présente une stratégie intégrée de financement vert</li> <li>Le Costa Rica associe différentes taxes environnementales</li> <li>Paquet « Ajustement à l'objectif 55 » de l'UE</li> <li>L'Allemagne, l'Inde et le Royaume-Uni utilisent des paquets de politiques intelligentes</li> </ul>
<b>Faire évoluer les finances publiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère des Finances du Costa Rica pilote la mise en place d'une réforme fiscale verte</li> <li>Un système de tarification des usagers de la route est lancé en Suisse</li> <li>Des redevances d'utilisation de la route sont mises à l'essai dans les États et villes américains, en remplacement de la taxe sur le carburant</li> </ul>
<b>Gérer les risques fiscaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère des Finances des Bahamas identifie les opportunités d'investissement dans les infrastructures climatiques</li> <li>La Barbade introduit une clause de risque de catastrophe dans les conventions de prêt</li> </ul>
<b>Cadres de dépenses et de budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère français des Finances prépare un budget vert</li> <li>Le ministère des Finances du Népal intègre un budget respectueux du climat</li> <li>Le Canada se livre à une évaluation stratégique de l'environnement dans le cadre des propositions de politiques et de programmes</li> </ul>
<b>Rendre la gestion des investissements publics plus soucieuse de l'environnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère des Finances du Mexique élabore des indicateurs de durabilité concernant les investissements publics</li> <li>Lignes directrices sur la gestion des investissements publics de l'Éthiopie, codéveloppées par le ministère des Finances</li> <li>Méthodologie d'évaluation des risques de catastrophe dans le cadre des projets d'infrastructures publiques du Chili</li> <li>Analyse des risques de catastrophe dans le cadre du système national d'investissement public du Costa Rica</li> </ul>
<b>Marchés publics écologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Costa Rica adopte une loi sur les marchés publics écologiques</li> </ul>
<b>Fonction 3 : Réformer la politique financière et le système financier pour mobiliser, orienter et combiner les financements (principe d'Helsinki 5)</b>	
<b>Élargir l'assiette fiscale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Office rwandais des recettes placé sous la tutelle du ministère des Finances met en œuvre des réformes en matière de collecte de l'impôt</li> </ul>

Domaines d'action	Exemples de pays
<b>Financement par emprunt, y compris au moyen d'obligations vertes et d'autres obligations thématiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ministères des Finances en Pologne, aux Fidji, en Italie, en France et à Singapour émettent des obligations vertes</li> <li>• Les ministères des Finances du Chili et de l'Uruguay émettent une obligation souveraine liée à la durabilité</li> <li>• Le ministère des Finances du Mexique émet des obligations liées aux ODD, les Seychelles lancent une obligation bleue et l'Indonésie émet un « sukuk vert »</li> <li>• La Banque européenne pour la reconstruction et le développement lance une obligation liée à la résilience climatique</li> <li>• L'UE suspend ses règles budgétaires pour intervenir sur le plan budgétaire face à la COVID-19</li> <li>• Belize lance une conversion de dettes en investissement en faveur du climat</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation du financement basé sur le foncier par le Trésor britannique et la ville de Londres</li> <li>• Le MOFPED de l'Ouganda améliore l'administration et le recouvrement des impôts</li> <li>• Johannesburg et Mexico émettent des obligations vertes</li> </ul>
<b>Des banques nationales de développement (NDB) et des banques d'investissement vertes (GIB) plus soucieux de l'environnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La KfW allemande, l'AFD française et la Bancoldex colombienne financent des projets à faible intensité de carbone et résilients au changement climatique</li> <li>• La Banque européenne d'investissement publie une feuille de route pour le climat</li> <li>• Le ministère des Finances des Pays-Bas rend les assurances-crédits à l'exportation plus soucieuses de l'environnement</li> </ul>
<b>Tirer parti des fonds souverains et des entreprises publiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Norvège rend le Fonds de pension du gouvernement plus soucieux de l'environnement avec le soutien du ministère des Finances</li> <li>• Le ministère des Finances italien impose le cadre des obligations vertes, sociales et durables du CDP</li> <li>• Le ministère des Finances de la Nouvelle-Zélande publie un cadre d'investissement pour le fonds de pension de retraite</li> </ul>
<b>Réformer les activités des banques centrales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Trésor britannique modifie les mandats des comités de politique monétaire et financière de la Banque d'Angleterre</li> <li>• L'UE débat du mandat de la Banque centrale européenne</li> </ul>
<b>Créer un secteur financier plus soucieux de l'environnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engagements du secteur financier dans le cadre du plan national pour le climat et l'énergie (NCEP) des Pays-Bas</li> <li>• Les institutions financières françaises s'engagent à mettre en œuvre des stratégies de sortie du charbon auprès du ministre de l'Économie et des Finances</li> <li>• L'Indonésie lance une taxonomie verte</li> <li>• Le Luxembourg lance une initiative de financement durable</li> <li>• Le ministère des Finances du Mexique lance une taxonomie durable</li> <li>• La Pologne combine développement du marché des capitaux et finance durable</li> </ul>
<b>Innovations dans les modèles financiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le ministère des Finances de l'Indonésie adhère au financement mixte</li> <li>• L'UE lance un Plan d'investissement extérieur</li> <li>• La Finlande lance un programme de financement mixte en faveur du climat</li> <li>• L'Allemagne et le Luxembourg lancent des initiatives pour mobiliser des fonds en faveur du climat</li> </ul>
<b>Feuilles de route des financements verts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le ministère allemand des Finances codéveloppe une feuille de route en matière de financement durable</li> </ul>
<b>Financement et assurance des risques de catastrophe pour tous</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le ministère jamaïcain des Finances participe à l'élaboration d'une stratégie de financement des risques de catastrophe</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quatre pays de l'Alliance du Pacifique lancent une obligation catastrophe</li> <li>• Facilité d'assurance contre les risques de catastrophe dans les Caraïbes</li> <li>• Le ministère des Finances du Mexique lance un processus de gestion des risques de catastrophe.</li> </ul>
Domaines d'action	Exemples de pays
<b>Tirer parti des capitaux des banques multilatérales de développement (BMD) et des institutions de financement du développement (IFD)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque brésilienne de développement (BNDES) finance des projets de développement vert</li> <li>• La Nacional Financiera (NAFIN) du Mexique soutient des projets internationaux de financement climatique</li> <li>• Le Fonds vert du Rwanda (FONERWA) agit en tant que vecteur de financement climatique</li> </ul>
<b>Accéder aux marchés internationaux des capitaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initiative des marchés africains du carbone lancée à la COP27</li> <li>• La Guyane, le Pérou, le Népal et le Cambodge émettent ou s'apprêtent à émettre des crédits carbone</li> </ul>
<b>Plateformes nationales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Afrique du Sud lance un partenariat international pour une transition énergétique juste</li> </ul>
Transversal : Transition juste	
<b>Assurer une transition juste</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Le ministère irlandais des Finances utilise les recettes générées par la taxe carbone pour soutenir une transition juste</b></li> <li>• Le Groupe de travail sur la transition juste du Canada atténue les impacts sociaux de la transition</li> <li>• L'Espagne met en place des accords sur la transition juste à l'attention des régions touchées par le climat</li> <li>• L'UE lance un mécanisme de transition juste</li> </ul>

Remarques : Toutes les initiatives citées n'impliquent pas nécessairement la participation du ministère des Finances, mais elles peuvent servir d'exemples aux ministères des Finances concernant les types de stratégies qu'ils peuvent développer ou soutenir. Les éléments en gras renvoient à des études de cas détaillées figurant dans le rapport complet.

#### Exemples de leadership climatique des ministères des Finances (ou leurs équivalents nationaux) visant à renforcer les compétences fondamentales

Domaines d'action	Exemples de pays
Capacité 1 : Leadership et gouvernance (principe d'Helsinki 2)	
<b>Refonte du mandat du ministère des Finances en matière de changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Révision de l'énoncé de mission du ministère des Finances du Danemark</b></li> <li>• L'Irlande, les Bahamas, la Malaisie, le Pérou et l'Uruguay clarifient les mandats de leurs ministères des Finances</li> </ul>
<b>Développer des stratégies internes des ministères des Finances en matière de changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plan stratégique de la direction du Trésor des États-Unis consiste notamment en des « opérations de trésorerie durables »</li> <li>• Les ministères des Finances irlandais, néo-zélandais et finlandais intègrent le climat à leur stratégie ministérielle</li> <li>• Le Chili et la direction du Trésor des États-Unis publient des stratégies climatiques</li> <li>• La nouvelle stratégie Climat et Nature du ministère finlandais des Finances</li> </ul>
<b>Améliorer la gouvernance et la structure organisationnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Le ministère de l'Économie des Fidji crée une division du changement climatique et de la coopération internationale</b></li> <li>• L'Inde crée l'unité de financement du changement climatique au sein du ministère des Finances</li> <li>• <b>Le ministère des Finances du Danemark crée un Centre pour le Climat, l'Économie verte et l'UE</b></li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ministères des finances de l'Irlande, de l'Inde, du Chili, de l'Ouganda, du Pérou et du Royaume-Uni mettent en place des unités dédiées</li> <li>• <b>La direction du Trésor des États-Unis crée un pôle sur le climat</b></li> </ul>
<b>Capacité 2 : Coordination et collaboration (Principes d'Helsinki 2 et 4)</b>	
<b>Améliorer la collaboration et la coordination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ministères des Finances des États-Unis, de l'Ouganda, de l'Uruguay et de Singapour sont impliqués dans les mécanismes de coordination interinstitutionnels.</li> <li>• <b>Rôle du ministère des Finances ougandais dans la coordination de la réponse climatique</b></li> <li>• La France crée le Secrétariat général à la planification écologique</li> <li>• Les ministères des Finances de la Grèce, de l'Uruguay et de l'Égypte collaborent dans le cadre d'initiatives stratégiques</li> <li>• <b>Rôle du ministère des Finances du Danemark dans la coordination de la politique climatique</b></li> <li>• Les ministères des Finances de l'Irlande, la France et l'Uruguay coordonnent leur action avec les parties prenantes externes</li> <li>• <b>Le ministère des Finances du Chili lance la table ronde public-privé sur les financements verts</b></li> </ul>
<b>Capacité 3 : Capacité humaine, expertise et prise de décision économique (Principes d'Helsinki 2 et 4)</b>	
<b>Améliorer les compétences et l'expertise</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La Commission européenne soutient la mise en œuvre de la budgétisation verte parmi les membres de l'UE</b></li> <li>• <b>La Banque interaméricaine de développement apporte son soutien aux politiques fiscales vertes</b></li> <li>• Le ministère des Finances du Danemark et le la direction du Trésor des États-Unis dispensent une formation sur le climat</li> <li>• Le Conseil nordique des ministres développe et étudie la modélisation</li> <li>• Les ministères des Finances irlandais, coréen et britannique collaborent avec des experts externes</li> </ul>
<b>Améliorer la capacité d'analyse</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ministères des Finances du Chili, du Royaume-Uni et de la Finlande évaluent les impacts climatiques</li> <li>• Le modèle GreenREFORM du Danemark est développé avec le soutien du ministère des Finances</li> </ul>

*Remarque : Les éléments en gras renvoient à des études de cas détaillées figurant dans le rapport complet.*